



FLASH MAI 2018 N°4/18

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PREVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES ECONOMIQUES (DPPSE)

SYNTHÈSE

Tous les chiffres sont à fin mai 2018 sauf indications contraires, Valeurs en FCFA

Environnements international et national propices

Au second trimestre 2018, l'économie mondiale poursuivrait son dynamisme amorcé en début d'année, soutenue par les États-Unis dont la production s'accélère grâce aux mesures de stimulations budgétaires. La croissance de l'activité économique mondiale devrait s'afficher à +3,9% en 2018, après +3,8% en 2017.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB devrait se conforter à +3,4% en 2018.

Sur le marché des matières premières, les cours moyens des principaux produits de base connaissent une évolution mitigée par rapport à la période correspondante de 2017. Les cours du cacao (+15,9%) et du pétrole brut (+29,8%) s'accroissent tandis que ceux du caoutchouc (-32,9%), de l'huile de palme (-7,4%) et du café (-17,7%) fléchissent.

Concernant le marché des changes, en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2018 et comparativement à la même période de 2017, l'euro s'apprécie par rapport au dollar américain (+13,6%) et à la livre sterling (+2,8%).

L'économie nationale est marquée par la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020 dans un environnement des affaires favorable et un climat socio-économique apaisé.

Activités économiques intérieures en croissance

Le secteur primaire connaît une avancée mitigée de ses principales cultures d'exportation. Les productions de café (+286,4% à fin mars 2018), de coton graine (+27,7%), de banane dessert (+4,8%), et de sucre (+4,8%) s'accroissent, tandis que celles d'anacarde (-8,3%), d'ananas (-5,2%), et de cacao (-5,1% à fin mars 2018) régressent.

Dans le secteur secondaire, la production industrielle reste bien orientée et s'accroît de 3,4% grâce à l'amélioration de l'activité manufacturière (+6,0%) et de la branche « électricité, gaz et eau » (+0,5%), malgré le repli des industries extractives (-10,9%). En outre, l'indicateur avancé du BTP progresse de 23,1%, favorisé par l'accélération des investissements publics marquée par les réalisations de nouvelles infrastructures.

Le secteur tertiaire se maintient en hausse en relation avec la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes. Ainsi, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détails (+8,8%), le nombre de voyageurs commerciaux du trafic aérien (+3,1%), le transport terrestre (+13,9%), le trafic global de marchandises dans le maritime (+0,3%) et le ferroviaire (+17,1%) progressent. Le secteur des télécommunications poursuit son dynamisme à fin avril 2018 en lien avec la progression du chiffre d'affaires de 0,8%.

L'indice des prix à la consommation enregistre une baisse de 0,1%. Cette évolution est liée à l'effet combiné du repli des prix des produits alimentaires (-1,4%) et d'un renchérissement des prix de produits non alimentaires (+0,3%).

Par ailleurs, l'inflation s'est établie à 0,4% en moyenne annuelle, en deçà de la norme communautaire fixée à 3%.

Le marché de l'emploi¹ formel dans le secteur moderne enregistre une hausse de l'effectif des salariés de 7,2%, correspondant à une création nette de 66 412 emplois sur un an. Cette progression provient aussi bien du secteur privé (+7,7% ; +54 963 emplois) que du secteur public (+5,6% ; +11 449 emplois).

À fin mai 2018, la situation des finances publiques fait ressortir un niveau de recouvrement des recettes et dons de 1 983,8 milliards contre 1 930,2 en 2017, soit un surplus de 53,6 milliards attribuable à la performance de l'ensemble des composantes. Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 2 159,8 milliards contre 2 046,9 à la même période de l'année 2017, dégageant une hausse de 112,9 milliards.

Il se dégage un solde primaire de base excédentaire de 94,8 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 176,0 milliards financé par un recours au marché monétaire et financier sous régional à hauteur de 87,1 milliards et une émission d'eurobond à 1 115,1 milliards pour faire face aux besoins de financement anticipés pour l'année 2018.

Les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels sont caractérisés par une hausse en valeur des importations (+12,1%) tirée par les biens d'équipement (+18,8%) et les biens intermédiaires (+21,9%). Par contre, les exportations (-13,2%) se contractent du fait, notamment, du repli

¹ Données de la Solde et de la CNPS

des ventes du cacao fèves (-27,1%), de la noix de cajou (-12,0%), du caoutchouc (-17,2%) et du cacao transformé (-23,2%). Il en résulte un excédent commercial de 724,7 milliards.

La **situation monétaire** est marquée par la progression de la masse monétaire (+821,4 milliards ; +10,0%) portée à la fois par les actifs extérieurs nets (+801,4 milliards ; +42,9%) et les créances intérieures (+398,6 milliards ; +5,3%). Au niveau des conditions de banque, les crédits ordinaires (+325,4 milliards ; +19,3%), les effets de commerce (+33,8 milliards ; +8,8%), et les dépôts (+37,1 milliards ; +4,8%) s'affichent tous en hausse.

Sur le **marché financier**, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) enregistre un repli des indices BRVM 10 (-13,5%), BRVM composite (-16,9%) et de la capitalisation boursière (-3,1%).

En conclusion, l'activité économique, portée par les secteurs secondaire et tertiaire, est bien orientée et confirme le dynamisme d'ensemble de l'économie en 2018, en ligne avec les objectifs de transformation structurelle. Elle bénéficie d'un environnement économique mondial propice et d'un contexte national marqué par l'accélération de la mise en œuvre des grands chantiers du PND 2016-2020.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Poursuite du renforcement de l'économie mondiale

L'économie mondiale resterait dynamique au deuxième trimestre 2018 dans un contexte économique international marqué par des évolutions différenciées. Selon les premières estimations de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) basé en France, la croissance du PIB mondial serait soutenue par les États-Unis dont la production s'accélère grâce aux mesures de stimulations budgétaires. Les perspectives restent toutefois assombries par les menaces d'une guerre commerciale ouverte après l'imposition de tarifs douaniers par les États-Unis et les mesures de rétorsion de ses partenaires.

Dans les **pays avancés**, la croissance du PIB évoluerait diversement au cours du deuxième trimestre 2018.

Ainsi, aux **Etats-Unis**, l'activité économique s'améliorerait de 0,7%, tirée notamment par les investissements privés et publics. Les exportations contribueraient positivement à l'accroissement du PIB grâce à la dépréciation du dollar par rapport à l'euro.

Dans la **zone euro**, le PIB progresserait de 0,4%, grâce à l'orientation favorable de l'activité en **Allemagne** (+0,5%), en **France** (+0,3%), en **Espagne** (+0,6%) et en **Italie** (+0,3%). L'économie de l'ensemble des pays bénéficie de la vigueur de la consommation des ménages impulsée par le dynamisme de leur pouvoir d'achat.

L'activité économique au **Royaume-Uni** progresserait de 0,5% au deuxième trimestre en lien avec le rebond de la consommation des ménages et du maintien à la hausse des investissements de l'administration publique.

Au **Japon**, l'activité se redresserait (+0,3%) au deuxième trimestre après une contraction de 0,2%, favorisée notamment par les dépenses militaires et par les infrastructures des jeux olympiques. La production bénéficierait également de l'accélération de la demande extérieure.

Dans les **économies émergentes et en développement**, le PIB se maintiendrait à la hausse au deuxième trimestre dans l'ensemble des pays. Ainsi, en **Chine**, la production pourrait croître de 1,4% portée par le dynamisme des exportations et la reprise de l'investissement immobilier. En **Russie**, la production conserverait un rythme soutenu grâce à l'industrie et au climat des affaires qui reste favorable. De même, en **Inde**, les indicateurs conjoncturels montrent que le PIB s'accélérait, grâce au dynamisme du secteur privé. Au **Brésil**, la reprise se poursuivrait, mais l'activité pourrait être fortement affectée par les grèves des transporteurs.

En **Afrique subsaharienne**, le PIB devrait s'accroître de 3,4% en 2018. Cette progression reflète un léger redressement des trois principales économies de la région, à savoir l'Angola, le Nigeria

et l'Afrique du Sud qui profitent de l'augmentation des prix des produits de base et d'une inflation moindre.

Bonne orientation des cours du cacao et du pétrole brut

Sur les cinq premiers mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits de base s'inscrivent pour la plupart en hausse par rapport à la période correspondante de 2017. En effet, les cours du cacao (+15,9%), du coton (+6,5%), de l'or (+7,4%), du pétrole brut (+29,8%), du maïs (+3,2%) et du riz blanchi (+14,8%) se renforcent. Par contre, ceux du café (-14,7%), de l'huile de palme (-7,4%) et du caoutchouc (-32,9%) baissent.

En évolution mensuelle, le cours du cacao se raffermi de 1,3% sur le marché de Londres pour s'afficher à 2 659,9 dollars la tonne contre 2 624,7 dollars la tonne au mois dernier. De même, le cours du pétrole brut s'apprécie de 6,8% sur la même période.

Poursuite de la consolidation de l'euro

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur les cinq premiers mois de 2018 et comparativement à la même période de 2017, l'euro s'apprécie par rapport au dollar américain (+13,6%) et à la livre sterling (+2,8%). En évolution mensuelle, l'euro s'est déprécié de 4,7% par rapport au dollar en raison de la poursuite de la politique monétaire accommodante par la BCE et du relèvement des taux d'intérêt par la FED.

Consolidation de l'économie nationale

Au **plan national**, la Côte d'Ivoire consolide son dynamisme économique avec l'accélération de la mise en œuvre du PND 2016-2020, à travers notamment l'exécution des grands chantiers d'infrastructures publiques (infrastructures sanitaires, autoroute Abidjan-San Pedro, stade d'Ebimpé, échangeur Solibra, etc). Aussi, le Gouvernement ivoirien poursuit-il la mise en œuvre des réformes structurelles en mettant un accent particulier sur la transformation structurelle de l'agriculture. Ainsi, outre l'appui à l'investissement privé dans les infrastructures post récolte, le Gouvernement a pris une ordonnance en vue de lutter contre l'exportation illicite des produits agricoles ainsi que la fraude en matière de commercialisation.

Réalizations sectorielles à fin mai 2018, comparées à celles de fin mai 2017, Valeurs en FCFA

Secteur réel

L'activité économique nationale est bien orientée, portée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire.

Secteur primaire

Evolution mitigée des cultures d'exportation

Le secteur primaire fait face à une évolution contrastée des principales spéculations. En effet, le cacao, l'anacarde et l'ananas enregistrent un reflux, tandis que les productions de banane dessert, de sucre, de coton graine et de café sont en hausse.

La production de **banane dessert** s'améliore de 4,8% pour se situer à 185 512,1 tonnes. Cette augmentation provient de l'intensification des investissements de l'Etat et de l'appui de l'Union Européenne dans la filière.

Le **sucre** affiche une production de 111 829,1 tonnes en progression de 4,8% en raison de l'amélioration du taux d'extraction des usines et du rendement des plantations. La campagne sucrière a pris fin et devrait reprendre au mois d'octobre 2018.

La production de **coton graine** s'accroît de 27,7% pour ressortir à 278 080,3 tonnes. Cette amélioration des rendements résulte du démarrage effectif du zonage agro industriel, des conditions climatiques favorables et de l'utilisation des semences améliorées.

La production du **café**, à fin mars 2018, enregistre une progression de 286,4%. Cette hausse est liée notamment au contexte climatique favorable après la chute drastique de la production en 2017.

Par contre, la production d'**anacarde** estimée à partir des exportations est en repli de 8,3% et retombe à 453 499,4 tonnes. La filière fait face aux sorties frauduleuses de noix de cajou vers les pays limitrophes. Toutefois, le phénomène semble avoir ralenti grâce aux mesures de répression prises par le Gouvernement. Aussi, des actions devant permettre d'améliorer la productivité et de renforcer la chaîne de valeur de la filière sont en cours avec notamment un financement de la Banque

International pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Concernant l'**ananas**, la production s'affiche à 20 509,2 tonnes, soit un recul de 5,2%. La filière pâtit de son manque de structuration et de l'accroissement de la concurrence dans ses principaux marchés d'exportation.

La production de **cacao** fléchit de 5,1% pour s'établir à 543 034,5 tonnes à fin mars 2018.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	5 mois 2017	5 mois 2018	Variation (%)
Cacao*	572 496,7	543 034,5	-5,1
Café*	23 724,6	91 662,7	286,4
Anacarde	494 666,4	453 499,4	-8,3
Ananas	21 639,5	20 509,2	-5,2
Banane	177 002,9	185 512,1	4,8
Coton	217 718,5	278 080,3	27,7
Sucre	106 675,9	111 829,1	4,8

Source : DGE, OPA, MINADER

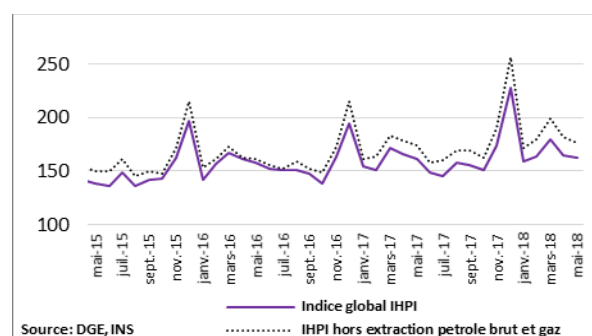
*Données à fin mars 2018

Secteur secondaire

Activité industrielle en nette hausse

Au terme des cinq premiers mois de l'année 2018, l'**activité industrielle** s'améliore de 3,4%, en lien avec la bonne tenue de la production manufacturière et de l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » qui augmentent respectivement de 6,0% et 0,5%. A l'inverse de ces évolutions positives, les industries extractives (-10,9%) reculent.

Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle



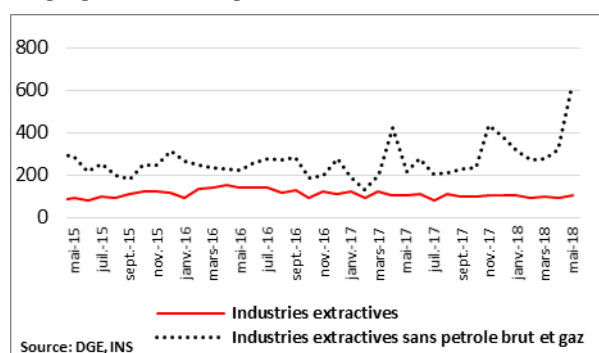
Source : DGE, INS

Les **activités d'extractions** subissent la baisse de la sous branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ;

activités annexes » (-13,5%), en dépit de la hausse observée au niveau des « autres activités extractives » (+55,0%).

La production de **pétrole brut** recule de 13,5% en lien avec les baisses enregistrées sur les permis CI-40 (-19,1%), CI-27 (-39,6%) et CI-11 (-46,4%) par suite de la déplétion des stocks. Ces contractions sont néanmoins atténuées par la hausse observée au niveau du permis CI-26 (+14,0%). En outre, l'extraction de **gaz naturel** se contracte de 8,5% pour se situer à 942,6 millions de mètres cube. Ce secteur continue d'accuser le repli de la demande adressée en produits pétroliers pour la production d'électricité de source thermique.

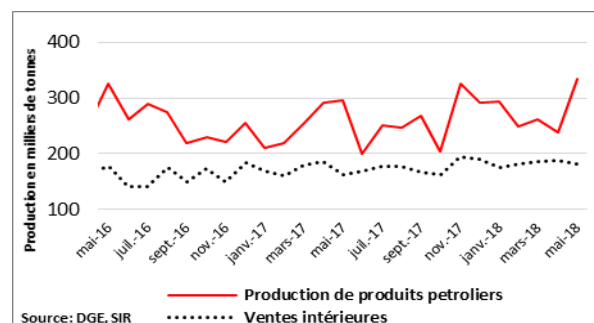
Graphique 2 : Indice de production des industries extractives



Les **industries manufacturières**, tirent avantage de la bonne orientation des activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+15,8%), des « industries métalliques » (+22,4%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction », (+7,1%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+7,4%), de la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+38,0%) ainsi que des « industries textiles et cuir » (+1,9%). Par contre, les « industries du bois et meubles » se replient de 9,6%.

La production des **produits pétroliers** s'améliore de 8,3% pour atteindre 1 378 927 tonnes, orientée par la consommation intérieure (+6,4%), tandis que les ventes à l'extérieur se contractent de 5,4%. La hausse de la production se ressent au niveau des volumes du gasoil (+0,6%), de super (+20,7%) et du DDO (+32,1%).

Graphique 3: Production et vente de produits pétroliers



Les activités de production d'« **électricité, gaz et eau** » enregistrent une légère hausse de 0,5%, due à l'effet combinée des progressions observées au niveau du « captage, traitement et distribution d'eau » (+3,0%) et d'une baisse de la « production et distribution d'électricité » (-0,4%).

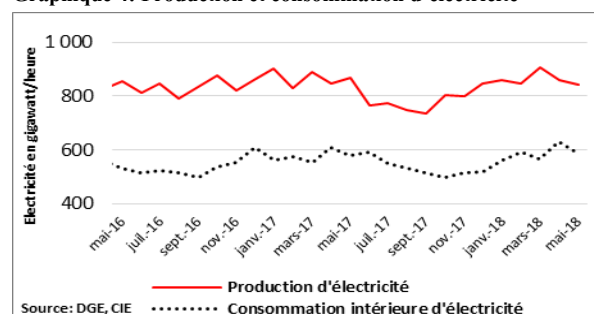
La production nette d'électricité s'établit à 4 314,4 Gwh, en régression de 0,4%. Cette baisse résulte de la contraction de la production de source thermique (-7,9%) en dépit de la forte croissance de celle de source hydraulique (+46,9%). L'énergie de source thermique subit le retrait observé au niveau de la majorité des centrales en particulier CIPREL (-3,6%), AZITO ENERGIE (-5,1%) ainsi que AGGREKO (-14,9%).

La consommation d'énergie augmente de 2,1% favorisée par la demande d'énergie de moyenne tension (+4,9%) tandis que celle de basse tension (-0,2%) replie modérément.

L'exportation nette d'électricité (-20,5%) s'affiche en retrait en raison de l'arrêt des ventes d'énergie à destination du Ghana.

Toutefois, cette offre totale d'électricité a permis de couvrir largement la consommation intérieure de 2 940,0 Gwh et la demande étrangère de 471,3 Gwh.

Graphique 4: Production et consommation d'électricité



Bonne progression du BTP

L'indicateur avancé du BTP, consolide son amélioration amorcée en début d'année, s'affichant en nette progression de 23,1%. Les contributions à cette évolution proviennent de la consommation de « ciment » (+3,6%), de « béton » (+5,5), de « graviers » (+76,2%), de « câbles et fils électriques » (+5,4%) ainsi que de « bitume » (+178,0%). En revanche, les ventes de « tôles et bacs » (-22,3%) et de « sable » (-49,1%) se contractent.

En outre, le secteur du BTP est favorisé par l'accélération des investissements publics marquée par les réalisations de nouvelles infrastructures.

Secteur tertiaire

Poursuite de la tendance haussière

Le secteur tertiaire bénéficie de la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes que sont le commerce de détail, les télécommunications, les transports maritime, ferroviaire et aérien.

Dynamisme du commerce de détail

Dans le commerce de détail, l'indice du chiffre d'affaires progresse de 8,8% en termes nominaux, et de 9,0% en termes réels, le niveau général des prix ayant connu un repli de 0,2%. Cette progression est portée par l'ensemble des branches à l'exception de la branche « produit de l'alimentation » dont le chiffre d'affaires recule de 6,2% en lien avec la baisse de la demande.

Les branches « produits pétroliers » (+17,1%), « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (+10,3%), « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+19,8%) et « produits divers » (+10,4%) augmentent en lien avec l'accroissement de la demande.

La branche « produits d'équipement de logement » bénéficie de l'essor du BTP et affiche un chiffre d'affaires en progression de 7,6% en liaison avec le raffermissement de la demande des matériaux de construction. Le chiffre d'affaires de la branche « articles d'équipement de la personne » s'accroît de 6,5% avec l'organisation d'événements politiques et culturels tels que la Foire Internationale d'Abidjan.

Progression continue dans le transport

Toutes les composantes de la branche transport s'affichent en hausse.

Poursuite du dynamisme dans le transport aérien

Dans le **transport aérien**, la tendance haussière se poursuit, avec le nombre de passagers commerciaux qui se situe à 735 842, en hausse de 3,1% par rapport à la période correspondante de 2017. Cette progression continue d'être portée par le trafic international, en particulier celui hors Afrique. En effet, les trafics vers l'Europe et le reste du monde progressent respectivement de 14,0% (dont 6,2% vers la France) et 9,6%, en rapport avec la bonne tenue de l'environnement économique international. En revanche, le trafic national et les destinations « CEDEAO » et « Reste de l'Afrique » affichent des baisses respectives de 9,3%, 0,5% et 1,9%. Par ailleurs, le transit direct progresse de 14,5% tandis que le fret aérien se replie de 2,9%.

Croissance continue dans le transport ferroviaire

Le **transport ferroviaire** est en constante progression, avec un trafic total de marchandises qui s'accroît de 17,1% par rapport à la même période de 2017. Cette augmentation est portée essentiellement par le dynamisme des échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui progresse de 11,3%.

Croissance modérée du trafic maritime

Dans le **transport maritime**, le trafic global de marchandises progresse de 0,3% sous l'effet conjugué d'une hausse du trafic au port d'Abidjan (+1,4%) et d'un repli de celui du port de San Pedro (-5,6%).

Au niveau du **Port d'Abidjan**, l'augmentation du trafic global de marchandises est portée essentiellement par le trafic national qui s'accroît de 9,5% tandis que les activités de transbordement et de transit reculent respectivement de 64,8% et 19,5%.

La bonne tenue du trafic national est attribuable à l'ensemble de ses composantes, notamment les marchandises générales (+11,4%), les produits pétroliers (+5,4%) et les produits de pêche (+11,5%).

Au niveau du **Port de San Pedro**, malgré une hausse des importations de 4,1%, le trafic global de marchandises enregistre une baisse de 5,6%, du fait des exportations qui se contractent de 10,5%

Le **transport terrestre** affiche une hausse de 13,9%, dénotant du dynamisme de l'activité économique nationale

Maintien du dynamisme des TIC

A fin avril 2018, la situation des télécommunications est marquée par un accroissement du nombre d'abonnements dans tous les segments du marché, traduisant ainsi le dynamisme de l'activité. En effet, le nombre d'abonnés s'est accru de 9,1% dans la téléphonie mobile, 6,8% dans la téléphonie fixe, et de 43,7% dans le Mobile Money.

Le chiffre d'affaires global enregistre une légère hausse de 0,8%, porté essentiellement par la téléphonie mobile (+1,6%), le mobile money (+25,5%) et l'internet fixe (+18,2%). Quant à la téléphonie fixe, son chiffre d'affaires enregistre un repli de 14,0%.

Inflation maîtrisée

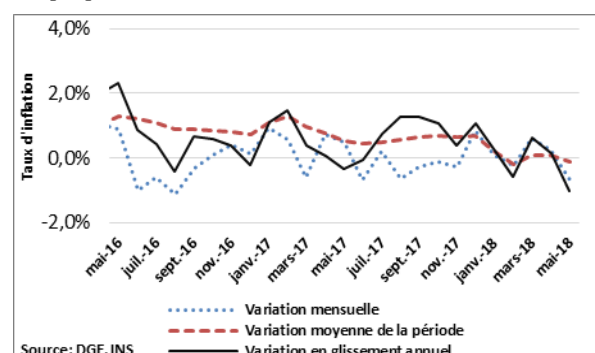
En moyenne sur la période sous revue, les prix à la consommation s'affichent en baisse de 0,1%. Cette évolution provient de l'effet combiné du repli des prix des produits alimentaires (-1,4%) et d'une hausse des prix de produits non alimentaires (+0,3%).

La baisse observée des prix des produits alimentaires provient du repli des prix des légumes frais (-9,3%), des tubercules et plantains (-8,7%), des fruits (-7,3%), des huiles et graisses (-5,9%), à l'exception des céréales non transformées (+1,3%) et des poissons (+3,1%) dont les prix sont en hausse. Les prix des produits alimentaires bénéficient des conditions climatiques favorables et des mesures de limitation des prix des produits de grandes consommations.

Les prix des produits non alimentaires augmentent sous l'effet de la progression des prix des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+3,4%), des « restaurants et hôtels » (+2,5%), du transport (+0,4%), atténué par le reflux des prix de la communication (-3,7%), de la santé (-1,8%) ainsi que des boissons alcoolisées, tabac, et stupéfiants (-1,1%).

L'**inflation**, en moyenne annuelle, se situe à 0,4%, en dessous du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

Graphique 5 : Evolution des taux d'inflation



Progression continue du nombre de travailleurs

Dans le **secteur moderne**, le marché de l'emploi reste dynamique, avec une création nette de 66 412 emplois en un an. En effet, le nombre de salariés s'élève à 988 690, soit un accroissement de 7,2% par rapport à la période correspondante de 2017. Ce dynamisme est induit par le secteur privé avec 54 963 emplois créés, en hausse de 7,7% de l'effectif des salariés.

De même, dans le secteur public, le nombre de fonctionnaire et agents de l'Etat progresse de 5,6%, ce qui correspond à une création nette de 11 449 emplois en un an.

Finances Publiques

A fin mai 2018, les finances publiques sont marquées par une hausse des recouvrements des recettes totales et dons et une augmentation des dépenses totales et prêts nets par rapport à la même période de 2017. Les recettes totales et dons se sont affichés à 1 983,8 milliards en hausse de 53,6 milliards. Les dépenses totales et prêts nets sont ressortis en hausse de 112,9 milliards pour se situer à 2 159,8 milliards.

Amélioration de la mobilisation des recettes

Le surplus de 53,6 milliards des recettes totales et dons par rapport à mai 2017 est en lien avec une mobilisation plus importante des recettes non fiscales (+26,3 milliards), des recettes fiscales (+24,1 milliards) et des dons (+3,2 milliards).

Les recettes fiscales ont été marquées par une forte mobilisation des droits et taxes à l'importation (+69,4 milliards), des impôts directs (+59,9 milliards) et des autres recettes affectées (+16,8 milliards). Ces efforts ont été amoindris par la contre-performance des droits et taxes à l'exportation (-71,5 milliards) et les impôts sur les biens et services (-54,9 milliards).

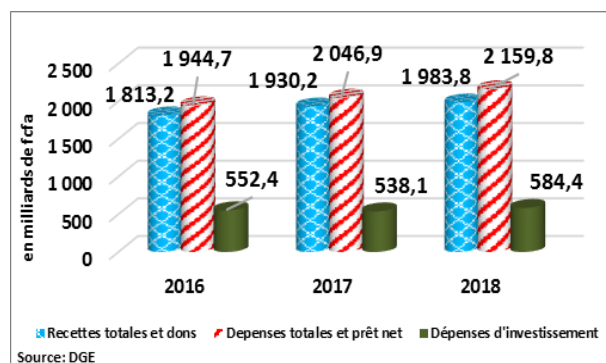
Accélération des dépenses d'investissement

La hausse des dépenses totales et prêts nets (+112,9 milliards) provient principalement d'une hausse des dépenses de personnel (+96,4 milliards pour s'afficher à 704,2 milliards) en lien avec les recrutements dans les secteurs sociaux, d'une accélération des dépenses d'investissement (+46,3 milliards pour se situer à 584,4 milliards) et d'une augmentation des prestations sociales (+7,9 milliards). Toutefois ces progressions ont été contenues par les sous consommations des dépenses de fonctionnement (-25,3 milliards) ainsi que les subventions et transferts accordés (-14,0 milliards).

Financement

A fin mai 2018, le solde primaire de base a enregistré un excédent de 94,8 milliards tandis que le solde budgétaire est ressorti déficitaire de 176,0 milliards comparés à la période correspondante de 2017. Le déficit budgétaire a été couvert par les ressources issues des émissions sur le marché monétaire et financier sous régional à hauteur de 87,1 milliards et de l'émission d'eurobond à 1 115,1 milliards pour faire face aux besoins de financement anticipés pour l'année 2018.

Graphique 6 : Indicateurs des finances publiques à fin mai



Echanges extérieurs

Contraction en valeur des exportations

Les échanges extérieurs en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au cours des cinq premiers mois de l'année 2018, se caractérisent en valeur par une progression des importations (+12,1%) et une contraction des exportations (-13,2%). Il en résulte un excédent commercial de 724,7 milliards moins que l'excédent de 1 451,8 milliards réalisé en mai 2017. Par ailleurs, les termes de l'échange chutent de 11,7% suite à une baisse des prix à l'exportation (-13,2%) plus accentuée que celle des prix à l'importation (-4,6%).

Le retrait en valeur des exportations est imputable essentiellement à une mévente des produits primaires (-17,3%) et des produits transformés (-4,4%). Ces deux types de produits subissent les effets d'une baisse des prix de 15,3% et 9,1%, respectivement.

Le repli des produits primaires en valeur provient essentiellement du cacao fèves (-27,1%), du caoutchouc (-17,2%) et de la noix de cajou (-12,0%).

Quant aux produits transformés, le retrait des exportations s'explique principalement par une contraction des ventes des produits de la première transformation (-11,6%), notamment le cacao transformé qui dégringole de 23,2%, sous l'influence d'une chute des prix de 22,0%.

En ce qui concerne les importations, en valeur, leur bonne progression provient de l'ensemble des composantes, avec une forte contribution des biens intermédiaires (+21,9%) et des biens d'équipement (+18,8%).

Les biens intermédiaires profitent des achats de pétrole brut (+34,2%), de produits chimiques (+28,0%) et de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+30,7%).

Quant aux biens d'équipement, ils sont tirés globalement par une hausse des commandes de matériels de transport routier (+41,0%), de machines électriques (23,7%) et de machines mécaniques (+19,2%).

Situation monétaire et financière

Financement bancaire en hausse

La situation monétaire est marquée par une hausse de la masse monétaire induite par la progression des actifs extérieurs nets et des créances intérieures.

La masse monétaire ressort à 9 064,0 milliards en accroissement de 10,0% (+821,4 milliards). Cette augmentation émane de la progression des actifs extérieurs nets (+801,4 milliards ; +42,9%) et des créances intérieures (+398,6 milliards ; +5,3%). Ces performances sont amoindries par la hausse des passifs à caractères non monétaires (+260,2 milliards ; +23,7 milliards).

Les actifs extérieurs nets tirent avantage des effets de l'émission des Eurobonds et de l'excédent de la balance commerciale. Quant aux crédits intérieurs, ils progressent du fait des créances sur l'économie (+12,5% ; +703,7 milliards) amoindris par la baisse des créances nettes sur l'Administration Centrale (-15,9% ; -305,2 milliards).

Rappelons que depuis janvier 2018, les statistiques monétaires sont établies selon le Manuel de Statistiques Monétaires et Financières (MSMF 2000) du FMI. Ce qui induit des changements dans la dénomination et le champ couvert des différents agrégats.

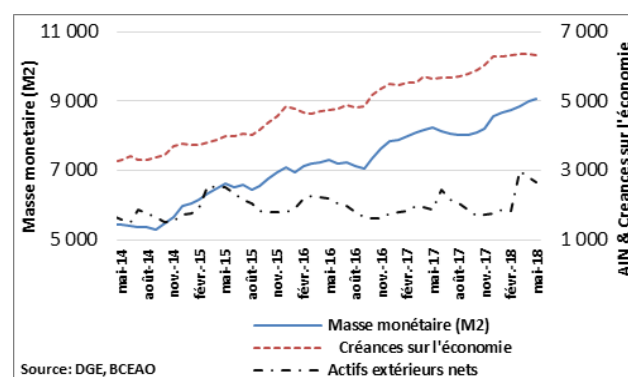
Les conditions des banques font ressortir une hausse des crédits ordinaires (+325,4 milliards ; +19,3%), des escomptes d'effets de commerce (+33,8 milliards ; +8,8%) et des dépôts (+37,1 milliards ; +4,8%).

Les crédits ordinaires progressent de 19,3% pour atteindre 2 014,7 milliards en relation avec l'augmentation des crédits accordés aux « Particuliers » (+191,1 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (+60,7 milliards), aux « Clients divers » (+58,5 milliards), aux « Autres sociétés » (+38,3 milliards), à la « Clientèle financière » (+4,7 milliards), aux « Personnels des banques » (+4,3 milliards) et aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+2,6 milliards). Cette augmentation est atténuée par la baisse des crédits octroyés aux « Entreprises individuelles » (-31,0 milliards) et aux « Coopératives et groupements villageois » (-9,2 milliards).

Le montant cumulé des effets de commerce escomptés s'affiche à 416,1 milliards soit une hausse de 33,8 milliards (+8,8%). Au niveau des dépôts, le montant cumulé se situe à 802,8 milliards, en hausse de 37,1 milliards (+4,8%) par rapport à la période correspondante de 2017.

En ce qui concerne les moyennes des taux appliqués, le taux d'intérêt moyen des crédits ordinaires a décliné de 0,1% en s'établissant à 6,2%. La durée moyenne des crédits (21,3 mois) est ressortie identique à son niveau de l'année précédente. La moyenne du taux d'escompte a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,0%. Le taux créditeur moyen des dépôts est en baisse de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 4,8%.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Morosité du marché boursier

La situation de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est caractérisée par un climat morose matérialisé par un recul de ses principaux indices.

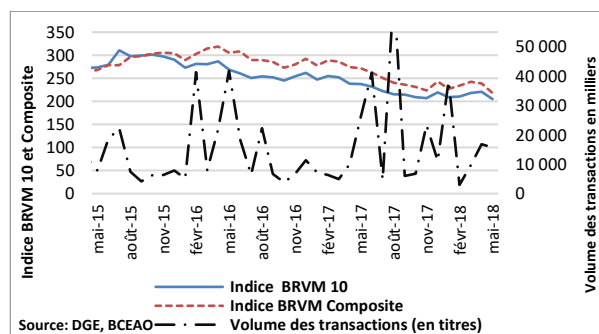
Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM composite se replient respectivement de 13,5% et de 16,9% résultant de la baisse de l'ensemble des indices sectoriels exceptés les indices « BRVM – Agriculture » et « BRVM – Autres secteurs ».

Concernant la capitalisation boursière, elle enregistre un repli de 3,1% pour se situer à 9 439,9 milliards du fait de la baisse de la capitalisation boursière du marché des actions de 14,3% combinée à une hausse de la capitalisation des obligations de 28,1%.

Le volume transigé, s'établit à 15 770 498 titres pour une valeur totale transigée de 13,6 milliards. La moyenne

quotidienne des transactions s'est située à 637,28 millions pour le marché des actions et 44,87 millions pour le marché obligataire. La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 1,95%, tandis que le taux de rendement moyen s'est situé à 6,45%. La rentabilité globale moyenne au 31 mai 2018 est ressortie à -8,97% avec un PER² moyen de 13,95 et une prime de risque à 1,17%.

Graphique 8 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En conclusion, l'activité économique, portée par les secteurs secondaire et tertiaire, est bien orientée et confirme le dynamisme d'ensemble de l'économie en 2018, en ligne avec les objectifs de transformation structurelle. Elle bénéficie d'un environnement économique mondial propice et d'un contexte national marqué par l'accélération de la mise en œuvre des grands chantiers du PND 2016-2020.

² PER : Price Earning Ratio

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	sept-17	oct.-17	nov.-17	déc.-17	janv.-18	fev.-18	mars.-18	avr.-18	mai.-18	
INTERNATIONAL										
Cours du Pétrole brut	16,4%	12,1%	33,1%	17,3%	24,7%	16,6%	25,9%	33,8%	49,6%	29,8%
Cours du cacao	-30,6%	-22,7%	-14,9%	-16,2%	-11,1%	4,4%	21,7%	33,8%	34,1%	15,9%
Cours de l'euro par rapport au dollar	6,2%	7,3%	8,9%	13,4%	15,0%	16,5%	16,5%	14,3%	6,0%	13,6%
ACTIVITE NATIONALE										
Primaire										
Agriculture d'exportation										
Cacao*	41,3%	0,0%	0,0%	1,5%	0,0%	0,0%	-5,1%	nc	nc	nc
Café*	-84,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	286,4%	nc	nc	nc
Anacarde	-23,5%	8,0%	15,2%	38,4%	-2,0%	102,5%	-34,1%	-11,4%	17,6%	-8,3%
Secondaire										
IHPI global	5,4%	9,1%	6,0%	16,7%	3,2%	8,0%	5,1%	-0,1%	1,0%	3,4%
IHPI hors extraction	10,6%	9,7%	10,0%	19,2%	6,6%	9,4%	8,6%	1,7%	1,4%	5,5%
BTP	12,4%	11,3%	10,9%	20,6%	7,5%	10,0%	9,3%	1,7%	1,7%	6,0%
Production d'électricité	-7,0%	-4,5%	-0,6%	0,8%	-1,6%	2,9%	1,5%	1,9%	-2,1%	0,5%
Production de produits pétroliers	3,1%	27,1%	15,1%	16,5%	19,2%	25,0%	8,5%	12,7%	53,9%	23,1%
Pétrole brut	-21,4%	8,9%	-21,6%	-6,0%	-17,9%	-4,4%	-21,7%	-11,3%	-8,8%	-13,5%
Gaz naturel	-25,4%	-18,7%	-21,1%	-12,4%	-13,8%	-6,8%	-5,4%	-10,8%	-5,3%	-8,5%
Tertiaire										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) ³	nc	nc	nc	nc	12,2%	11,4%	12,3%	3,7%	5,1%	8,8%
Trafic global maritime	30,9%	-5,7%	7,4%	8,3%	12,0%	-8,5%	10,1%	-4,8%	-5,8%	0,3%
Total voyageurs aérien	7,5%	4,0%	10,2%	5,6%	1,7%	2,3%	7,7%	4,0%	-0,5%	3,1%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	71,1%	8,4%	21,0%	46,2%	20,1%	15,1%	13,7%	16,7%	20,3%	17,1%
Echanges extérieurs⁴										
Exportation en valeur	5,0%	8,6%	-14,2%	-5,4%	-6,8%	-24,8%	-13,0%	-13,4%	-6,4%	-13,2%
Importation en valeur	9,8%	29,9%	17,0%	20,9%	20,2%	21,2%	-5,0%	15,6%	12,2%	12,1%
Solde commercial	-30,88	-69,88	66,95	219,27	132,32	143,64	334,62	127,73	-14,06	724,74
Financement										
Masse Monétaire (M2)	13,4%	9,9%	7,6%	9,2%	9,7%	9,2%	9,3%	10,0%	10,0%	10,0%
Actifs Extérieurs nets	13,8%	4,1%	6,1%	0,5%	4,2%	1,4%	50,9%	45,4%	42,9%	42,9%
Créances intérieures	12,9%	9,7%	10,2%	14,8%	15,6%	17,7%	5,6%	3,9%	5,3%	5,3%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-5,0%	-3,1%	3,7%	14,9%	18,6%	28,5%	-23,5%	-21,7%	-15,9%	-15,9%
Créances sur l'économie	19,2%	14,3%	12,4%	14,8%	14,7%	14,1%	14,7%	11,7%	12,5%	12,5%
Finances publiques										
Recettes totales & Dons	12,0%	11,6%	-0,4%	0,1%	-2,6%	0,0%	-13,3%	-7,6%	60,4%	2,8%
Dépenses totales & Prêts nets	-17,8%	33,2%	13,0%	38,8%	-4,8%	11,0%	-14,0%	39,7%	-2,7%	5,5%
Investissement public	-77,8%	14,7%	59,1%	97,2%	-14,7%	-0,7%	-48,7%	233,7%	-5,3%	8,6%
Solde budgétaire global ⁵	46,99	-183,58	-103,82	-295,81	74,79	-150,36	2,70	-121,74	18,63	-176,0
Prix à la consommation										
IHPC ⁶	1,3%	1,1%	0,4%	1,1%	0,2%	-0,6%	0,6%	0,1%	-1,0%	-0,1%
Emploi										
Salariés secteur formel	5,7%	5,4%	6,2%	6,5%	6,8%	7,0%	6,8%	7,4%	7,2%	7,2%
Dont Salariés secteur formel privé	6,3%	5,9%	6,9%	7,2%	7,5%	7,5%	7,3%	7,7%	7,7%	7,7%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)20200958
 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
 Sous-Direction de la Conjoncture
 Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci
 Tel : (+225)20200924/20200925

3 : Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013
 4 : Valeurs en milliards de FCFA, hors biens exceptionnels
 5 : Niveau en milliards de FCFA
 *Données trimestrielles
 6 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
 nc : non concerné
 nd : non disponible